

# Un mois de juin terriblement meurtrier

## MIGRATION La météo clémente a relancé le nombre de traversées

► 629 personnes ont péri en tentant de rejoindre l'Italie ou l'Espagne en juin.

► L'Organisation internationale pour les migrations pointe le risque d'une mise à l'écart des ONG.

► « Si elles ne sont plus là, il y aura plus de morts. »

C'est une anomalie statistique qui n'augure rien de bon. Après une baisse importante liée à la diminution des tentatives de traversées, le nombre de morts en Méditerranée a brutalement augmenté en juin, passant de 48 en mai à 629.

Il est habituel que la météo plus clémente du début de l'été génère un regain des traversées – et avec elles, des naufrages – mais les proportions sont ici interpellantes : jamais un mois de juin n'avait été si meurtrier (voir ci-contre). Plus largement, le taux de mortalité en Méditerranée centrale a sensiblement augmenté si l'on compare les premiers semestres de 2017 et 2018 : une mort sur 43 départs en 2017 contre une sur 29 en 2018.

### « Dans un naufrage, chaque minute compte »

« Il est toujours difficile de tirer des conclusions sans avoir tous les éléments », prévient Flavio Di Giacomo, le porte-parole de l'antenne italienne de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

*Chaque naufrage a son histoire.* » Il faut tenir compte de la météo donc, mais aussi de la situation en Libye et des conditions de départ.

*The Guardian* rapportait l'inquiétude d'un autre responsable de l'agence onusienne basé en Libye qui suspecte des départs précipités par les postures hostiles adoptées depuis quelques semaines par les leaders européens : on tente sa chance avant qu'il ne soit trop tard. « Mais la raison la plus probable est la réduction de la présence des ONG en Méditerranée », affirme Flavio Di Giacomo. Elles assurent plus du tiers des opérations de secours. Si elles ne sont plus là, il y aura plus de morts. » Les pneumatiques surchargés par les passeurs sont impropres à la navigation et permettent tout juste de sortir des eaux libyennes. Le risque qu'ils ne plient sous le poids des embarqués est énorme. « Quand il y a un bateau en détresse, c'est une question de minute. Il faut des gens tout près pour intervenir suffisamment vite et efficacement. Les ONG opéraient tout près des zones territoriales libyennes, ce qui est moins le cas des navires des gardes-côtes italiens. Elles étaient présentes plus vite sur place. Même si les gardes-côtes libyens ont repris la zone, avec l'augmentation des départs liés à la saison, ce n'est pas suffisant. »

Même si personne ne veut être catégorique, difficile pour les acteurs de terrain de ne pas faire le lien avec la mise au ban des acteurs humanitaires. Et de craindre le pire. Vivement critiquées depuis un peu plus d'un an, les ONG ont vu leur capacité d'action en mer fortement réduite à mesure que les autorités italiennes

ont passé la main aux gardes-côtes libyens. En raison notamment de conditions de sécurité dégradées après une série d'incidents avec lesdits gardes-côtes, le nombre d'ONG actives en mer a largement diminué.

La récente volte-face du gouvernement italien qui a décidé de fermer ses ports aux ONG, suivi par Malte, a encore compliqué la donne.

### L'Italie ferme ses ports

« Heureusement et étrangement depuis nos prises de position, ces dernières heures il n'y a plus un seul navire de ces pseudo-associations humanitaires dans les eaux libyennes », s'est ainsi réjoui le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini, ce jeudi. Et de fait, aucun des quatre navires affrétés par les ONG n'est actuellement opérationnel. L'Open Arms de l'association ProActiva est actuellement en Espagne, seul pays ayant accepté d'accueillir ses rescapés, Malte a placé sous séquestre le bateau de Life Line et interdit à celui de Sea-Watch de quitter le port. Quant à l'Aquarius, il est en escale technique prolongée à Marseille. « On travaillait jusqu'à présent dans un cadre juridique clair, sous l'autorité du centre de coordination des secours italien. Mais ce cadre a volé en éclats », regrette Sophie Beau, la directrice de SOS Méditerranée qui affrète l'Aquarius. La priorité est évidemment de repartir en mer pour reprendre les sauvetages mais on doit d'abord analyser la situation pour voir comment on va pouvoir opérer dans les circonstances actuelles. C'est absurde mais on en est à devoir demander aux Etats d'appliquer la loi. » ■

LORRAINE KIHIL

# Allemagne Angela Merkel contre l'Europe forteresse de Viktor Orban

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Sans la Hongrie, l'Allemagne serait déjà envahie de réfugiés ! Voilà, en substance, le message délivré à Berlin par le Premier ministre hongrois en visite ce jeudi chez la chancelière.

Viktor Orban s'est posé en vainqueur. Depuis le sommet de Bruxelles, fin juin, il se considère comme le grand gagnant du conflit sur la politique migratoire. La position hongroise est désormais celle de l'UE, a-t-il déclaré dans le quotidien *Bild*.

**« L'Allemagne nous accuse de ne pas être solidaires. Cela nous blesse ! »**

VIKTOR ORBAN

En effet, après avoir abandonné son idée de répartition par quota, la chancelière a été contrainte de durcir sa politique de l'asile en raison de la pression de l'aile droite du parti conservateur. « *Le vent en Europe a changé de direction* », s'est félicité le journal hongrois *Magyar Idök*, proche du pouvoir.

Lors de cette rencontre à la chancellerie, les deux chefs de

gouvernement sont tombés d'accord sur l'objectif de renforcer Frontex, la police frontalière européenne.

Alors qu'elle avait critiqué en 2016 la fermeture par la Hongrie de la « route des Balkans », Angela Merkel a reconnu ce jeudi les « efforts de la Hongrie » pour « protéger » les frontières de l'Union européenne (UE).

Mais les deux pays sont restés très éloignés sur l'aspect humanitaire de la crise. « *Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'êtres humains qui viennent chez nous*, a insisté la chancelière. Or, les points de vue sont encore très divergents entre la Hongrie et l'Allemagne », a-t-elle regretté.

Malgré sa volonté de renforcer les frontières de l'UE, la chancelière réfute une fois de plus l'idée d'une « Europe forteresse », comme le réclament les mouvements d'extrême droite. « *Nous devons conserver des portes d'entrée légales à l'immigration pour le marché du travail et pour les études* », a-t-elle insisté. Par ailleurs, l'Europe ne peut pas faire « *comme si la détresse des réfugiés ne la concernait pas* ».

« *Nous avons une vision du monde très différente*, lui a répondu le Premier ministre hongrois, son principal détracteur en Europe, dont c'était la première visite à Berlin depuis la crise de 2015. *L'Allemagne nous accuse de ne pas être solidaires. Cela nous blesse ! Sans la Hongrie et sa police des frontières, 4.000 à 5.000 réfugiés arriveraient en Allemagne chaque jour. C'est cela la solidarité !* », a-t-il insisté en dénonçant des politiques humanitaires qui risquent de créer des « appels d'air ».

Enfin, la Hongrie ne reprendra aucun réfugié venant d'Allemagne, a-t-il répété. « *Nous ne nous sentons pas responsables du traitement des demandes d'asile* », a-t-il insisté.

Un revers de plus pour la chancelière qui avait annoncé lors du sommet de Bruxelles, fin juin, des accords bilatéraux de principe avec 14 pays, dont la Hongrie, sur le principe d'un retour des réfugiés en Allemagne qui sont enregistrés dans d'autres pays de l'Union européenne. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

## UE L'Autriche veut apposer son empreinte antimigratoire

VIENNE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le temps est bien lointain - 1999 - où un premier gouvernement constitué des partis ÖVP (droite modérée) et FPÖ (extrême droite) avait suscité l'opprobre général et même un peu de boycott en Europe. En 2018, les dirigeants de l'UE Jean-Claude Juncker et Donald Tusk arrosent Sebastian Kurz, le chancelier autrichien de 31 ans, de satisfécit pro-européens. Pourtant, le plus jeune dirigeant d'un

pays de l'UE et ses ministres, qui viennent de reprendre la présidence semestrielle de l'UE, ne cachent pas qu'ils comptent fermement orienter les travaux européens dans leur sens.

« *Nous ne voulons pas être une présidence monothématique* », tentait de convaincre une source autrichienne au groupe de journalistes européens invités dans la capitale pour en savoir plus sur les « priorités » autrichiennes. Mais la devise de cette présidence, « Une Europe

qui protège », explicitée par le chancelier lui-même, indique bien la priorité résumée aussi par ces mots du chancelier : « *La sécurité et la lutte contre l'immigration illégale*. » Sebastian Kurz se réjouit d'ailleurs du « *changement de mentalité* » qui s'est enfin produit selon lui dans l'UE. La preuve : le Conseil européen (les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement) où « *pour la première fois nous nous sommes enfin concentrés sur le contrôle des frontières extérieures* ».

**Seehofer vient s'expliquer**

Le hasard voulait qu'immédiatement après avoir reçu les journalistes venus de Bruxelles, c'est d'un problème de frontières intérieures que le chancelier allait parler avec le ministre allemand de l'Intérieur Horst Seehofer. Le Bavarois, qui a failli faire tomber le gouvernement à Berlin, est venu expliquer aux dirigeants autrichiens comment il compte mettre en pratique l'accord qu'il a conclu avec la chancelière allemande visant à bloquer à la frontière germano-autrichienne les migrants qui ont déjà introduit une demande d'asile dans un autre pays de l'UE. Voire de les refouler vers l'Autriche. (Un problème qui porte en vérité sur une part mineure de quelque 18.500 migrants arrivés en Allemagne sur les six premiers mois de l'année.) Les dirigeants autrichiens ont cependant feint de regretter cette décision unilatérale voulue par un Seehofer dont ils partagent la ligne dure anti-migratoire. À l'issue de la rencontre, le ministre allemand a assuré sans entrer dans les détails que les migrants ne seraient pas refoulés en Autriche, mais directement en Italie ou en Grèce...

Toute cette agitation autour d'un risque de fermeture en cascade de frontières – il ne s'agit en réalité que de contrôles, mais qui constituent bien une entrave à la libre circula-

tion des personnes comme des marchandises – semble bien avoir un dessein : « *Cela contribue à mettre la pression sur le renforcement que nous voulons du contrôle des frontières extérieures de l'UE* », confiait sous couvert de l'anonymat une source d'extrême droite...

**Un tract d'extrême droite...**

Laquelle extrême droite, qui détient les portefeuilles de l'Intérieur et a désigné la titulaire des Affaires étrangères, ne manque pas de marquer déjà les travaux européens. Les experts de l'UE ont pu le constater dans un document de travail digne d'un vulgaire tract d'extrême droite, présenté lors d'une réunion sur l'immigration en début de semaine, révélé par *Le Monde* et que *Le Soir* a pu consulter. Mais le vice-chancelier Strache en reprenait des éléments jeudi face aux journalistes : « *Quand on parle d'intégration de personnes en provenance de zones culturelles différentes, notamment islamique, (...) les statistiques montrent que les migrants provenant de ces univers culturels manquent souvent de dispositions à s'intégrer à notre société.* »

Reprenant son numéro deux, Kurz ajoutait, plus polémique : « *Il ne faut pas généraliser. Mais les indicateurs sont très clairs : en moyenne, certains groupes ont plus de facilité que d'autres à s'intégrer. La réus-*

*site de l'intégration dépend fortement des personnes. Et plus elles sont nombreuses, plus les défis sont forts.* » Après la Suède, l'Autriche est en effet l'Etat européen qui a accueilli le plus de réfugiés en proportion de sa propre population. Ce qui, pour ses dirigeants, justifie leur objectif de tout faire pour ne plus les laisser parvenir en Europe.

Enfin, concernant la réforme du règlement de Dublin sur l'asile et que le Conseil européen a formellement demandé à l'Autriche de faire avancer, le chancelier ne laissait pas de douter sur son peu de détermination : « *Rien ne nous porte à croire que nous trouverons une solution dans les mois à venir.* » ■

**JUREK KUCZKIEWICZ**